

«Les démantèlements de camps roms se poursuivront»

Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, nous dévoile la politique de fermeté qu'il entend mener vis-à-vis de ces campements illicites.

Nicolas Jacquard | Publié le 14.03.2013, 07h06



Paris (VIIIe), hier. Manuel Valls partage ce que lui a dit le Premier ministre roumain : « Les Roms ont vocation à rester en Roumanie, ou à y retourner. » | (LP/Matthieu de Martignac.)

C'était l'un des dossiers « chauds » de l'ère Sarkozy. Le démantèlement de campements roms, à l'été 2010, avait créé la polémique. Depuis, il en subsiste des centaines aux lisières des grandes villes. Ces deux dernières semaines, [plusieurs incendies sont venus rappeler la précarité de leurs occupants](#).

Une situation inadmissible pour Manuel Valls. A quinze jours de la fin de la trêve hivernale, et alors que vingt expulsions décidées par la [justice](#) sont programmées d'ici à l'été, le ministre de l'Intérieur assume la nécessité d'éradiquer ces bidonvilles.

Il y avait plus de 300 camps roms en [France](#) en 2010. Combien aujourd'hui?

MANUEL VALLS. Environ 400 campements illicites, dont les deux tiers en [Ile-de-France](#). Rien qu'en Seine-Saint-Denis, il y en a près de 130, où vivent 8000 personnes. Ces situations sont complexes, faites de vies marquées par la misère. Mais maintenir ces camps n'est pas acceptable. D'autant qu'ils sont souvent limitrophes de quartiers populaires, dont les habitants, déjà marqués par la crise, acceptent mal cette présence.

Les politiques de démantèlement semblent avoir montré leurs limites...

Je ne veux pas laisser perdurer cette situation intolérable. Plus que jamais, les démantèlements sont nécessaires et se poursuivront. Il en va du respect de la loi, et de la sécurité de leurs résidents. Je veux lutter contre les trafics et la délinquance qui se greffent sur ces lieux et exploitent la misère humaine. Nous procéderons avec humanité, sans abandonner l'accompagnement social, l'objectif de scolarisation des enfants et, quand c'est possible, l'accès à un logement et au monde du travail.

Les villages d'insertion peuvent-ils être une alternative?

C'est expérimenté à Tourcoing ou à Montreuil. Des familles sont désireuses de s'intégrer, mais elles sont une minorité. Ces expériences sont donc difficiles à mettre en œuvre. A Paris, cet été, un projet avec les associations avait été lancé. Au moment de rentrer dans ce processus, la plupart des familles se sont évaporées... Les préfets sont soumis à des impératifs difficilement conciliables avec, d'un côté, le démantèlement et, de l'autre, la nécessité de réaliser un diagnostic de la situation des habitants. Je le redis, je partage ce que m'a dit le Premier ministre roumain : « Les Roms ont vocation à rester en Roumanie, ou à y retourner. »

Vous avez supprimé l'aide au retour de 300 €...

C'était un système aux effets pervers. Les personnes faisaient plusieurs allers-retours en profitant de cette somme ! Nous avons maintenu une aide limitée de 50 € par adulte, et 25 € par enfant mineur, pour améliorer le retour. Dans le même temps, nous avons financé 80 microprojets en Roumanie pour améliorer les conditions de vie sur place. Mais la Roumanie doit utiliser davantage les fonds structurels européens en direction de cette population.

La coopération avec vos homologues roumains fonctionne-t-elle?

Avec l'aide de dix officiers de liaison roumains, elle nous permet de progresser dans l'identification des auteurs d'actes de délinquance. Depuis 2010, 970 Roumains ayant commis des actes délictueux ont pu être identifiés. Parmi eux, il y a de nombreux mineurs isolés. Et la coopération nous permet de poursuivre les enquêtes sociales jusqu'en Roumanie. C'est un vrai progrès.

Le Collectif Romeurope

«Aucune solution pérenne n'est proposée»

C'était un engagement de François Hollande : ne pas expulser de familles roms sans proposition de relogement. En août, une délégation a été confiée à un préfet, impliquant sept ministères, pour trouver une solution globale à l'implantation des campements. Mais pour les associations, le compte n'y est pas, « La circulaire d'août est appliquée avec trop de disparités, regrette le collectif Romeurope. Trop souvent, aucune solution pérenne n'est proposée, et les familles passent d'un camp à un autre. » Le collectif déplore que « le dossier rom soit piloté par le ministère de l'Intérieur ». Il a écrit au Premier ministre pour lui demander de « reprendre la main ». « La plupart des Roms veulent s'intégrer, relève Médecins du monde. L'an prochain, ils seront des citoyens européens à part entière. »

NJ

« On veut juste une vie normale »

Ana, 31 ans, vit dans un campement de Seine-Saint-Denis

« Après eux, c'est nous. » A travers la fenêtre de son abri de fortune, Ana, 31 ans, observe tout ce qui reste du campement rom de la Porte-de-Paris de Saint-Denis qui se dressait en face du sien. Un tas de débris et une pelleteuse qui attend de finir le travail. Une simple bretelle d'accès à l'A1 sépare son camp du bidonville évacué vendredi par les forces de l'ordre. Ce dernier jugé trop dangereux, le tribunal a ordonné l'expulsion de ses occupants. Près de 150 personnes sont parties à pied, ou en voiture dans le meilleur des cas, abandonnant tout sur place. « Ça nous a brisé le coeur. Beaucoup d'enfants pleuraient », raconte Ana dans un français parfait. Assise sur une couverture à rayures, elle cohabite avec huit personnes et trois générations. Ioan, son père, écrase ses deux mains pour mimer le travail des pelleteuses. « En dix minutes, tu dois partir. » Ensuite, d'un grand coup de godet, les engins pulvérisent abris et caravanes. « Il ne reste plus que des confettis », lâche-t-il, fataliste. En douze ans, il a vécu plus de 30 expulsions. Sans compter les « petites évacuations », précise i-il.

« L'Europe, un espoir »

« Ça se passe toujours dans le calme. Les Roms n'osent pas parler. Il n'y a jamais de heurts », explique Umberto Guerra, président de Romeurope, infatigable avocat de la communauté, Vendredi, personne n'a protesté. Ana et une centaine de personnes ont assisté à l'évacuation puis à la destruction du campement. En silence, l'estomac noué. « C'est une vie de stress. Le soir, quand tu rentres, tu ne sais pas si tu vas retrouver ta maison et pour combien de temps », confie-t-elle. Aucun juge n'a prononcé de sentence pour son campement... pour l'instant. Mais elle le sait en sursis. La semaine dernière, la préfecture de Seine-Saint Denis a annoncé « qu'une dizaine d'opérations allaient être réalisées dans les prochains jours ». Umberto Guerra n'attend pas de régime de faveur : « Entre Hortefeux et Valls, je n'ai pas vu de changement. » Mais Ana garde espoir : « On fait partie de l'Union européenne. Comme tout le monde, on veut s'intégrer, travailler et scolariser nos enfants. On veut juste avoir une vie normale. »

Nathalie Revenu

Le Parisien jeudi 14 mars 2013